

---

# Les Echos.fr

le:lec0f:idees-debats:cercle

Opinion | L'Europe doit investir davantage dans la défense collective

TRIBUNE COLLECTIVE

977 mots

8 novembre 2022

Les Echos.fr

ECHOFR

Français

All Rights Reserved - Les Echos 2022

Si les Etats européens veulent renforcer à la fois leurs fondations industrielles et technologiques de défense, et leur politique de sécurité et de défense commune, ils doivent être en mesure d'adopter une perspective collective de plus long terme, estiment les signataires de cette tribune.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la plupart des pays de l'Union européenne ont annoncé l'intention d'augmenter, dans les années à venir, leurs dépenses militaires d'environ 200 milliards d'euros. De telles hausses budgétaires représentent à la fois une opportunité et un défi pour l'UE.

Comme nous l'avons souligné dans une tribune parue en mai dernier, lorsqu'ils investissent dans le secteur de la défense les Etats membres doivent éviter d'agir de manière hâtive, sur la base d'une vision uniquement nationale. Bien entendu, les décisions prises sur le court terme demeurent indispensables pour reconstituer les stocks d'armement et de munitions mis à mal par la guerre en Ukraine.

Acquisitions conjointes d'armement

Toutefois, s'ils veulent sérieusement renforcer la base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) et la politique européenne de sécurité et de défense commune, les pays de l'UE doivent également être en mesure d'adopter une perspective collective de plus long terme.

Ils doivent mieux coopérer entre eux ainsi qu'avec leurs partenaires de l'OTAN, et pour cela l'UE doit les y aider grâce aux mesures incitatives de sa politique financière. Sans quoi, les nouvelles ressources mises à la disposition des Etats membres risquent d'être utilisées de manière dispersée et non coordonnée, en aggravant ainsi la fragmentation de la BITDE.

Face à ce défi, en mai 2022 la Commission européenne et l'Agence européenne de défense (AED) ont proposé de créer de nouveaux outils financiers pour encourager les pays de l'UE à procéder à des acquisitions conjointes d'armement. Le premier de ces outils, le European Defence Industry Reinforcement through Common Procurement Act (EDIRPA), est axé sur le court terme et devrait disposer d'un budget de 500 millions d'euros pour deux ans (2023-2024).

#### Cadre exclusivement national

Son adoption est prévue pour la fin de l'année 2022. L'EDIRPA sera par la suite remplacé par l'European Defence Investment Programme (EDIP), qui se concentrera quant à lui sur le long terme avec un budget plus important. L'EDIP devrait être adopté en 2023 pour être utilisé à partir de 2024.

Ces initiatives constituent sans aucun doute un pas dans la bonne direction. Si adoptés, l'EDIRPA et l'EDIP seraient les seuls mécanismes financiers en Europe permettant aux Etats de procéder à des acquisitions en commun.

Cependant, force est de constater que les craintes évoquées dans notre précédent article se sont en partie concrétisées : dix mois après le début de la guerre en Ukraine l'EDIRPA n'a pas encore vu le jour alors que, trop souvent, les Etats européens ont revu leur politique d'équipement dans un cadre exclusivement national, avec une vision à court terme au détriment du long terme, et en privilégiant de manière sans doute excessive les acquisitions sur étagère.

#### Dépendance européenne

De plus, pour ce qui est du court terme, les 500 millions d'euros prévus par EDIRPA apparaissent comme une bien maigre incitation comparée aux 200 milliards d'euros que les Etats membres s'appêtent à dépenser pour rééquiper leurs forces armées. L'UE doit faire plus et plus vite si elle veut éviter que ce type d'initiative ne produise des effets insignifiants.

En ce qui concerne le moyen et le long terme, il faut en outre éviter que les acquisitions sur étagère ne tarissent les fonds nécessaires au développement de programmes futurs. Cela ne ferait qu'accroître la dépendance européenne vis-à-vis d'équipements non européens : renforcer les capacités militaires de l'UE : oui ; affaiblir la BITDE et accroître nos dépendances : non.

Dans ce contexte, l'UE doit au moins garantir une allocation financière substantielle au futur programme EDIP. Elle doit en outre augmenter le Fonds européen de défense (FEDEF), qui est une autre initiative clé lancée en 2017 pour soutenir au niveau de l'Union les projets collaboratifs de recherche et développement en matière de défense. La révision à mi-parcours du cadre financier

pluriannuel (CFP) de l'UE en 2023 offre la possibilité de revoir la dotation budgétaire de ces programmes.

### Dépenser plus ensemble

Les Etats membres doivent la saisir, car ce sont eux qui tiennent les cordons de la bourse. Ils doivent s'accorder urgemment sur l'EDIRPA, l'EDIP et le FEDEF, et il serait souhaitable dans ce cadre que le moteur franco-allemand reprenne du service. Enfin, les pays européens doivent également profiter de ces initiatives pour lancer immédiatement un processus commun de programmation et d'acquisition de défense de l'UE qui soit lié aux planifications nationales des capacités et qui réponde aux besoins militaires nationaux, de l'UE et de l'OTAN.

En quelques mots, si les Européens ont réellement l'intention de construire une industrie de défense commune qui leur permettra de faire face aux nouveaux défis qui les attendent, s'ils veulent vraiment devenir un acteur crédible sur la scène sécuritaire internationale, ils doivent agir afin de dépenser plus ensemble. Et ils doivent le faire maintenant.

Les signataires :

Jean Belin, Defense and peace Bordeaux school, Université de Bordeaux,

Renaud Bellais, Université Grenoble-Alpes

Daniel Fiott, Head, Defence and Statecraft Programme, Centre for Security, Diplomacy and Strategy, Brussels School of Governance

Alessandro Marrone, Head of Defence Programme, IAI

Sylvie Matelly, Directrice adjointe IRIS

Jean-Pierre Maulny, Directeur adjoint, IRIS

Fédérico Santopinto, Directeur de recherche, IRIS

Gaspard Schnitzler, Chercheur, IRIS

Trevor Taylor, Professorial Research Fellow, RUSI

Dick Zandee, Membre du comité scientifique du groupe ARES

Tribune collective

Document ECHOFR0020221108eib8000gy

### Sommaire de la recherche

Text	defense and ukraine and europe
Date	07/11/2022 à 10/11/2022
Source	Les Echos (France, French Language) ou Les Echos - All sources
Auteur	Tous les auteurs
Société	Toutes les sociétés
Sujet	Tous les sujets
Secteur économique	Tous les secteurs économiques
Région	Toutes les régions
Langue	Toutes les langues
Résultats trouvés	9
Horodatage	18 novembre 2022 9:29